

POLITIQUE MONÉTAIRE

ABAISSEMENT DU KEY RATE : OCCASION RATÉE DE RENFORCER LA ROUPIE ?

TOUT COMME LA RÉSERVE FÉDÉRALE ET LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, LA BANQUE DE MAURICE A CHOISI LA VOIE DE LA DÉTENTE MONÉTAIRE.

YARRICK BOURQUIN

LE comité de politique monétaire (CPM) a décidé d'abaisser le Key Rate de 50 points de base. Celui-ci passe ainsi de 4,5 % à 4 %. Un processus de détente monétaire qui va dans le sens des récentes décisions des banques centrales majeures comme la Réserve fédérale (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE).

Dans ses délibérations, le CPM, présidé par le Gouverneur de la Banque de Maurice, Harvesh Seegolam, a pris note que le processus de désinflation en cours est bien ancré et devrait se poursuivre dans les mois à venir. L'inflation globale est passée de 11,3 % en février 2023 à 4,0 % en août 2024, marquant 18 mois de baisse successive, et s'est maintenue dans la fourchette cible de 2 - 5 % de la Banque de Maurice. Quant à la croissance réelle du PIB, elle devrait tourner autour de 6,5 % pour l'année.

Commentant la décision du CPM, le CEO d'Anneau, Amit Bakhirta, estime que la Banque centrale avait la possibilité d'attendre avant de procéder à une baisse du taux directeur. «Avec une inflation globale d'environ 4 % au niveau national en août 2024, la Banque centrale a agi, à mon humble avis, beaucoup trop rapidement pour assouplir sa politique monétaire, car nous ne devons pas oublier que contrairement aux économies développées, nous avons, à Maurice,



augmenté le niveau des salaires dans l'ensemble de l'économie. La roupie reste catastrophiquement faible. Et les prix du carburant à la pompe restent artificiellement élevés malgré des prix du pétrole brut beaucoup plus faibles sur les marchés internationaux. De plus, la vitesse de l'argent va très probablement s'accroître avec les élections générales de fin d'an-

née, soit alimentant les pressions inflationnistes».

AFFAIBLISSEMENT DE LA MONNAIE LOCALE

Ainsi, selon son argumentaire, la Banque de Maurice a «raté une opportunité de maintenir l'écart des taux d'intérêt plus large par rapport au dollar amé-

ricain, et a agi prématurément en faveur d'un assouplissement, surtout si ces pressions inflationnistes induites par la demande intérieure s'accroissent au cours du dernier trimestre de l'année et en 2025».

Il faut, par ailleurs, savoir que la Banque centrale est intervenue de manière régulière cette année en vendant pour un total de 270 millions de dollars aux banques entre juillet et septembre. Sur la période du 11 juillet au 18 septembre, la roupie s'est appréciée de 2,2 % par rapport au dollar. Cependant, la dépréciation continue de la roupie par rapport aux principales devises est criante, et ce, depuis plus de dix ans.

Avec la baisse du taux directeur, la récente tendance à l'appréciation de la roupie par rapport au dollar est désormais susceptible de s'inverser. «Les marchés des changes avaient déjà intégré la baisse des taux de la Fed américaine et le dollar s'était affaibli sur les marchés mondiaux. Quelques semaines de 'pause' encore et la roupie serait encore plus forte, mais la nomenclature bouge et cela beaucoup trop rapidement ! La question de savoir s'il s'agit d'une sage décision ou non est discutable, selon différents points de vue. Aurait-on dû attendre encore un mois en permettant à la roupie de se renforcer davantage ?», se demande Amit Bakhirta.

Un renversement de cette tendance de dépréciation de la roupie devrait ainsi être judicieusement réfléchi et exécuté, selon le CEO d'Anneau, avec des impacts bien plus bénéfiques à long terme pour les pays.

L'impact de la baisse des taux sur les entreprises et les ménages

Selon Amit Bakhirta, l'assouplissement des conditions monétaires dans l'économie alimente un endettement élevé ; car le coût de la dette moins chère rend cette dernière plus compétitive et incitante, que ce soit pour les entreprises ou les ménages.

«Toutefois, les récentes réductions sont susceptibles de stimuler la croissance du crédit dans l'économie et, en théorie, de soutenir la croissance économique tout en réduisant les risques de défaut dans la mesure où les coûts d'emprunt sont inférieurs, ceteris paribus. Cela contribue également, compte tenu des récentes augmentations des niveaux de salaires, à ce que la réduction du service de la dette apporte un peu de répit aux entreprises et aux particuliers», indique-t-il.



Amit Bakhirta, CEO d'Anneau